

DÉCLICS

#9
avril
2012

et des claques



Le magazine d'OXFAM -
Magasins du monde

ET SI L'AVENIR DE L'ORANGE ÉTAIT D'ÊTRE VERTE ?

L'AGRICULTURE
DURABLE PORTE
SES FRUITS



FINIS
TA POUBELLE



Quand les **DROITS SOCIAUX** se
heurtent à la **PROPRIÉTÉ PRIVÉE**

SOMMAIRE

 **NEWS** 3

 **DOSSIER RIO+20**
Quel avenir pour la planète ? 4

Et si l'avenir de l'orange était
d'être verte ? 6

 **C'EST POSSIBLE !**
Finis ta poubelle ! 8

 **REGARDS CROISÉS**
BELGIQUE-GUATEMALA
Quand les droits sociaux se
heurtent à la propriété privée 10

 **NOS PRODUITS**
Tintsaba, au service du dévelop-
pement social au Swaziland 12

 **ZOOM**
Le monde produit assez de
nourriture. Suffirait-il de mieux
la redistribuer pour éradiquer
famine et sous-alimentation ? 14

 **DÉCALÉ**
Si ce n'est pas moi, ce sera de
toute façon quelqu'un d'autre 15

ÉDITO DÉCLICS #9

UN PEU PLUS DE "POURQUOI PAS" !

Ah que ça fait du bien de voir un film comme "Tous au Larzac" ! Une **mobilisation collective entre le monde urbain et paysan**, qui prend son temps (dix ans quand même) mais qui réussit à vaincre, excusez du peu, l'armée française, son président et son ministre de l'intérieur. De quoi redonner de l'espoir à d'autres militants de causes réputées perdues.

Quoi ? Vous pensez que tout ça, c'était bon pour les babas rêveurs des années 1970, et qu'aujourd'hui, ça ne marcherait plus ? Et si c'était eux qui avaient raison ? Et si nous prenions vraiment le temps pour nous indigner, pour dénoncer les injustices et inventer autre chose ? Comme ces "déchétariens" qui déshabillent notre société en mangeant ses déchets (voir page 8)... Ou comme ces **paysans sans terre au Guatemala** ou **ces squatteurs en Belgique**, qui osent désobéir à la loi pour réclamer leurs droits (voir page 10).

OK, c'est plus facile à dire qu'à faire ! En ces temps de crise, les réflexes de repli sur soi prennent souvent le dessus, et c'est assez logique. Mais comme le dit Olivier Bailly à la page 15, **nous avons tous la capacité de changer le monde**. Et nous sommes tous capables de rêver. Vanessa Paradis le chante bien, en reprenant la pensée de Bernard Shaw : «Parfois on regarde les choses, telles qu'elles sont en se demandant pourquoi... Parfois on les regarde telles qu'elles pourraient être en se disant pourquoi pas ?». **Ce serait bien de se dire plus souvent "pourquoi pas"**, et ce serait encore mieux si ces "pourquoi pas", on les transformait plus souvent en "chiche ?" !

Roland d'Hoop

BON D'ABONNEMENT A DECLICS ET DES CLAQUES

Nom et prénom :

Société (facultatif) :

Rue :

Code postal : ville :

Adresse mail :

Je souhaite m'abonner à la newsletter de Déclics
(inscrivez-vous sur www.omdm.be/newsletter)

Je souhaite recevoir gratuitement un exemplaire de Déclics
à mon adresse privée

Je souhaite recevoir gratuitement Déclics à l'adresse de ma
société, en 15 exemplaires

Bon à renvoyer par la poste à Oxfam-Magasins du monde –
Abonnement Déclics, 285 rue Provinciale, 1301 Wavre.

Votre adresse sera incluse dans notre base de données. La loi sur la vie
privée vous permet de consulter ou de rectifier les données vous
concernant dans le fichier ou de choisir de ne plus y figurer.

Rédaction :
Magazine d'Oxfam-
Magasins du monde N°9,
mars 2012
Paraît 4 fois par an.

Comité de rédaction :
Rédacteur en chef :
Roland d'Hoop-
Conseiller à la rédaction :
Saâd Kettani
Ont contribué à ce
numéro : Olivier Bailly,
Corentin Dayez, François
Graas, Roland d'Hoop,
Ana Vassallo, Valérie
Vandervecken.
redaction@mdmoxfam.be
www.omdm.be/declics

Editeur responsable :
Marc Dascotte,
Directeur Général,
Oxfam
Magasins du monde,
285 rue Provinciale
1301 Wavre.

Graphisme :
Manuela Riozzi.
www.h2so4studio.com

Illustration :
Coiffeurs pour Dames



Pour l'occasion, au
salon: Thomas Mathieu,
Fifi, AK, Bearboz et Oli-
vier Van Vaerenbergh.

[www.coiffeurspour-
dames.com](http://www.coiffeurspour-dames.com)

Imprimé sur papier
recyclé et FSC.

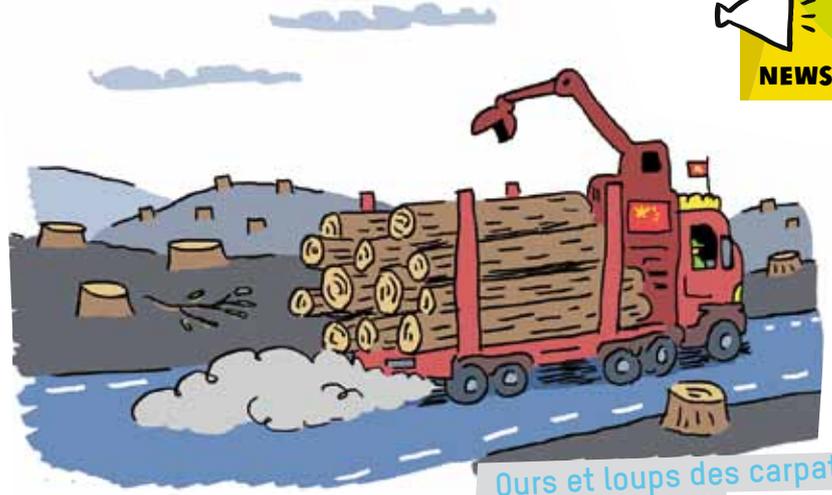
Ce magazine est réalisé
avec le soutien de la
Direction Générale
de la Coopération au
Développement.

LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT 



CHANGEMENT CLIMATIQUE ET QATAR : LE RIDICULE NE TUE (PRESQUE) PAS !

Après l'Afrique du Sud en 2011, ce sera au Qatar d'accueillir la 18^{ème} conférence des Nations unies sur le changement climatique. Un choix qui laisse songeur... Ce pays est en effet détenteur du record des émissions de CO₂ par habitant : **53,4 tonnes** selon les données de l'ONU de 2008, soit 3 fois plus qu'un Américain (17,5 t) et 10 fois plus qu'un Chinois (5,2 t). A ce compte-là, autant proposer à la Corée du Nord d'organiser la remise du prochain Nobel de la paix...



Ours et loups des carpates cherchent nouveau domicile

OPA CHINOISE SUR LES FORÊTS ROUMAINES

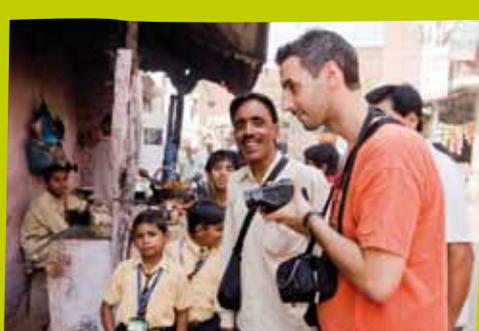
Pour alimenter sa formidable croissance économique, la Chine n'a pas hésité à détruire la majorité de ses forêts. Résultat : elle cherche désormais ailleurs les ressources naturelles qu'elle a dilapidées. Cap sur la Roumanie donc, un pays pas trop regardant quant à sa gestion forestière. Les chiffres sont à ce propos éloquentes : des **6,5 millions d'hectares de forêts** que comptait le pays avant la révolution de 1989, **il n'en reste que 3,3 millions**. A ce rythme, les ours et les loups des Carpates devront bientôt trouver refuge ailleurs.

Source : Courrier International, <http://tinyurl.com/88726gl>



MONSANTO PIQUÉ AU VIF PAR LES ABEILLES !

Vendredi 6 janvier 2012, les apiculteurs de la Confédération Paysanne ont investi -avec ruches et essaims- le site de Monsanto à Monbéqui dans le Tarn-et-Garonne. Soutenus par 150 paysans et citoyens, ils ont lancé ce premier avertissement au géant américain : «*si tu veux interdire à nos abeilles de butiner dans les champs, nos abeilles t'interdiront de trafiquer dans tes laboratoires.*» Une bonne piqûre de rappel pour que Maya et ses copines soient respectées. Source : <http://www.confederationpaysanne.fr/> Pour en savoir plus sur la coexistence entre OGM et autres cultures : <http://tinyurl.com/7dv63k4>



TOUR DU MONDE ÉQUITABLE

Le défi lancé par Ronny et Sarah (deux sympathisants d'Oxfam) est de taille : visiter en un an des producteurs de commerce équitable à travers le monde. Leur objectif : décrire la réalité du terrain au travers de témoignages et de reportages (vidéos et photos). Rendez-vous sur notre page vidéo pour découvrir le quotidien de ceux qui fabriquent l'artisanat d'Oxfam-Magasins du monde. <http://www.oxfammagasinsdumonde.be/2011/06/9-partenaires-en-video/>

Pour en savoir plus sur le périple de Ronny et Sara, voir leur page Facebook : www.facebook.com/fairtradeconnection ou leur blog <http://fairtradeconnection.org/>

QUEL AVENIR POUR LA PLANÈTE ?

Propos recueillis par Roland d'Hoop



IL EST DES VÉRITÉS QUI DÉRANGENT,
MAIS QUI SONT BONNES À RAPPELER.
C'EST CE QUE FAIT BRIGITTE GLOIRE,
RESPONSABLE "DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET CHANGEMENTS CLIMATIQUES"

> INTERVIEW

Déclics : 20 ans après la première Conférence de Rio sur le développement durable, quels succès peut-on relever ?

Brigitte Gloire : la Conférence de Rio en 1992, qui avait comme ambition de concilier environnement et droit au développement, a accouché de principes intéressants. On y a confirmé que l'éradication de la pauvreté était une condition sine qua non du développement et que les inégalités sociales étaient un frein. La conférence a mis en lumière que le réchauffement climatique était surtout causé par les pays industrialisés.

Cette conférence a accouché entre autre de trois conventions onusiennes (sur le climat, la désertification et la biodiversité), de l'agenda 21 et de la Commission des NU sur le développement durable (CDD). Un autre principe essentiel hérité de la conférence de 1992 est celui de la participation. Ce principe reconnaît l'importance d'associer à la réflexion et à l'élaboration des politiques, douze groupes majeurs, dont les femmes, les jeunes, les entreprises, les ONG, les agriculteurs, les peuples indigènes, etc. Il y avait donc là une dynamique très intéressante.

En quoi cette dynamique a-t-elle perdu de sa force ?

En 2002, à la conférence de Johannesburg, certains principes acquis dix ans plus tôt à Rio ont été remis en cause : la responsabilité historique des pays développés a été minimisée ; le

Le développement durable, Brigitte Gloire connaît ! Depuis près de 20 ans, elle suit tous les événements qui sont censés faire tourner notre monde un peu plus rond. Avec passion et des mots simples, elle nous tend un miroir pour nous faire (re)découvrir la face cachée de notre planète et les défis qui s'imposent désormais à nous.

- Les êtres humains font partie d'un écosystème qu'ils doivent préserver s'ils veulent tout simplement survivre ;
- La terre dispose de ressources suffisantes pour permettre à chacun de se nourrir, mais ces ressources ne sont pas réparties de manière équitable ;
- Nous ne disposons que d'une seule planète, et non de 3 ou 5 comme le mode de vie des Européens ou des Américains du Nord pourrait le laisser croire ;
- Le réchauffement climatique s'est accentué ces 10 dernières années, de même que la désertification et la perte de la biodiversité ;
- Les pays occidentaux sont les principaux responsables du réchauffement climatique, mais ce sont les populations des pays pauvres qui en souffrent le plus.

Face à cette avalanche de défis, on aurait presque envie de s'enfuir en courant. Mais non, comme Brigitte, il vaut mieux réfléchir, quitte à bousculer quelques unes de nos habitudes...

fait qu'ils doivent les premiers réduire leur impact sur l'environnement a été contesté¹.

Même si le réchauffement climatique était toujours perçu comme une menace, le protocole de Kyoto était là pour le contrer. Du coup, le secteur privé et les lobbies industriels ont réussi à faire passer l'idée qu'on pouvait se contenter de miser sur l'innovation technologique et la mise sur le marché de produits moins énergivores.

Cela ne remettait donc pas en cause notre modèle de consommation ni le fait que l'on produise de plus en plus. Les objectifs du Millénaire fixés par l'ONU étaient brandis comme la solution pour corriger les impacts sociaux ou environnementaux. Or, ce que l'on constate aujourd'hui, c'est une accentuation des inégalités, la persistance de la faim et de l'extrême pauvreté (moins d'un euro / jour) pour plus d'un milliard d'êtres humains et la dégradation de la situation sur les fronts du climat, de la biodiversité et de la désertification.

Cette dégradation est en partie liée aux effets de la mondialisation de moins en moins régulée de l'économie mondiale. Une dérégulation et un dumping social et environnemental qui se sont traduits par une augmentation vertigineuse de la production de biens de consommation ces dix dernières années. Si on produit des voitures moins polluantes, mais que d'un autre côté on en vend cent fois plus, le résultat final pour le climat est nul ou négatif. En d'autres termes, les efforts faits par le privé en termes de réduction de la pollution ont été largement annulés par l'augmentation de la production et de la consommation.

Quelles sont les solutions à mettre en avant pour inverser cette tendance ?

Il s'agit de renforcer les mécanismes de régulation pour que nos modes de production et de consommation soutiennent - plutôt que ne menacent - le développement humain et l'environnement.

N'oublions pas cette grande injustice : une majorité des habitants de notre planète ne peut jouir de ses droits les plus fondamentaux comme le droit à l'alimentation, à la liberté, à un travail décent, à l'éducation et à la santé tandis qu'une minorité hypothèque aujourd'hui ces droits en surconsommant sans limites. Si les pays riches se sentent libres de produire et de consommer sans tenir compte des effets de leur mode de vie sur l'ensemble de la planète, on ne trouvera pas de solutions. Pour l'instant, le rapport de force est favorable au monde de l'industrie, qui ne veut pas entendre parler d'incitations à consommer moins. Le monde politique, dont l'Union européenne, lui emboîte le pas. Même dans le Sud, la montée en puissance de pays émergents comme l'Inde, la Chine ou le Brésil renforce cette tendance, car certaines de leurs élites sont aussi acquises au modèle de consommation occidental.

Il faut éviter de se tromper de cible, ce sont les riches et non les pauvres qui mettent la planète sous pression. Et les personnes qui surconsomment une très grande part des ressources naturelles ne représentent en fait que 10 % de la population

mondiale. Il faut donc voir le développement de manière globale, dans tous ses aspects. C'est pourquoi nous soutenons le slogan : **"MOINS - MIEUX - AUTREMENT"**.

Moins pour diminuer notre consommation. **Mieux** pour améliorer les techniques de production et les rendre moins nocives. Et **Autrement** pour encourager toutes les alternatives en matière d'alimentation et de consommation, comme le soutien à l'agriculture paysanne durable, le partage équitable des ressources, le recours aux énergies renouvelables durables, etc.

Une des solutions est d'intégrer les impacts sociaux et environnementaux dans le prix des produits et de pratiquer une analyse de cycle de vie. Par exemple, le steak de bœuf produit selon des méthodes industrielles coûterait beaucoup plus cher, car il intégrerait tous les facteurs environnementaux et sociaux liés à sa production, depuis la déforestation et la pollution causées par la production intensive de soja pour nourrir le bétail, jusqu'aux effets négatifs de la consommation de viande sur le coût pour la sécurité sociale (augmentation des maladies cardiovasculaires...). Ce serait aussi une bonne manière de sensibiliser les consommateurs.



Contraste entre la forêt vierge et la zone détruite pour faire place à des plantations d'huile de palme dans la province de Papouasie (Indonésie), une des dernières forêts intactes de cette région.

En quoi Oxfam est-il un acteur important de ce débat ?

Oxfam fait partie d'organes consultatifs au niveau belge, comme le Conseil fédéral du développement durable. Nous avons, en 2011, répondu à plusieurs demandes d'avis du Ministre Magnette sur le climat et la prochaine conférence RIO +20. Nous faisons aussi du plaidoyer avec d'autres ONG et différentes plateformes en faveur du développement durable, de l'alimentation durable et de la justice climatique.

Oxfam est porteuse d'alternatives intéressantes comme le commerce équitable, le renforcement de la participation des pays du Sud aux discussions en cours, la réflexion sur notre modèle économique et agricole... Nous soutenons à cet égard la prise en compte de nouveaux indicateurs pour mesurer les effets de notre modèle de développement sur l'environnement et le développement.

Nous sommes convaincus que nous devrions adopter des indicateurs tels l'empreinte écologique, l'emploi, les inégalités, le bonheur (ha, le bonheur !), le respect des droits humains, dans tout tableau de bord politique... Il faudrait également adopter, le plus rapidement possible, des mécanismes financiers tels que la TTF² ou une taxe sur les carburants dans le secteur aérien et maritime. Ces mesures permettraient d'appliquer véritablement le principe du pollueur payeur.

Nos actions visent à rétablir un rapport de force en faveur de solutions viables pour tous les habitants du monde, et pas seulement pour ceux des pays riches. Et nous faisons également des efforts en interne pour améliorer notre bilan environnemental, pour ne pas apparaître comme des donateurs de leçons peu cohérents... Mais ce n'est pas une mince affaire, on apprend tous les jours !

Nous serons présents à la conférence de Rio+20 afin de renforcer nos analyses et populariser nos solutions.

¹ La Convention de Rio avait établi le principe de responsabilités communes mais différenciées des pays face au réchauffement climatique.

² Taxe sur les Transactions Financières



ET SI L'AVENIR DE L'ORANGE ÉTAIT D'ÊTRE VERTE ?

Propos recueillis par Roland d'Hoop

AU BRÉSIL, L'AGRICULTURE DURABLE ET LE COMMERCE ÉQUITABLE PORTENT LEURS FRUITS. LE COURS DU JUS D'ORANGE ATTEINT ACTUELLEMENT DES SOMMETS¹. PAS AU PROFIT DES PRODUCTEURS, MAIS BIEN DES SPÉCULATEURS. CONSÉQUENCES : TOUS LES AGRICULTEURS DU SECTEUR SONT ÉBRANLÉS. TOUS ? NON ! QUELQUES IRRÉDUCTIBLES PETITS PRODUCTEURS D'ORANGE RÉSISTENT AU ROULEAU COMPRESSEUR DE L'AGRO-INDUSTRIE. LA PRIME DU COMMERCE ÉQUITABLE LEUR PERMET DE BÉNÉFICIER D'UN PRIX STABLE, MALGRÉ LES FLUCTUATIONS DES PRIX SUR LE MARCHÉ.

Au Brésil, l'exemple de la coopérative Coopealnor, partenaire d'Oxfam depuis 2001, est emblématique à plus d'un titre. En se regroupant, les petits producteurs qui en font partie parviennent à défendre leurs intérêts de manière plus efficace, tout en améliorant la qualité de leur production. En corrolaire, ils parviennent surtout à maintenir les principes d'une agriculture paysanne, respectueuse de la terre et des hommes.

Le Brésil est le premier pays producteur d'oranges, avec environ 30% de la production mondiale. C'est aussi le pays de tous les contrastes, : avec une multitude de petits paysans relativement pauvres, et quelques géants de l'agro-industrie. Dans le rang de ces "monstres" agricoles, les sociétés brésiliennes Citrusuco et Cutrale dominent la production internationale de jus d'orange, avec deux autres multinationales (Louis Dreyfus et Cargill).

S'ils engrangent de beaux profits, ces géants de l'agro-alimentaire imposent surtout des conditions de travail relativement pénibles à leurs ouvriers agricoles² : dès 5 heures du matin, des centaines de cueilleurs montent dans des autobus qui les conduisent dans les immenses plantations de la région de Sao Paulo. Sur une journée, ils remplissent et déversent chacun une moyenne de 60 sacs de 27 kilos, ce qui équivaut à une tonne et demi de charge par jour ! La moitié des cueilleurs sont des "cueilleuses" soumises aux mêmes conditions que les hommes.

Pour améliorer les rendements, les sociétés n'hésitent pas à utiliser des pesticides comme le carbenazime, interdit dans l'Union Européenne mais

autorisé au Brésil. Résultat : des cueilleurs sont régulièrement intoxiqués, et n'ont d'autre choix que de se taire ou de quitter leur emploi. Le cas échéant, ils sont contraints de trouver eux-mêmes l'argent pour se soigner. Leur situation est d'autant plus préoccupante qu'ils n'ont pas d'autres choix d'emploi dans la région.

Le recours aux pesticides a également un coût pour l'environnement : leur usage implique un taux d'émissions de CO₂ bien plus élevé que les 12 000 km de voyage de concentré d'orange jusque chez nous³.

UN MARCHÉ TRÈS JUTEUX POUR LES GÉANTS DE L'AGRO-INDUSTRIE

Près de 550 millions de litres de jus d'orange sont consommés tous les ans au niveau mondial, principalement aux Etats-Unis et en Europe. Un marché qui rapporte gros aux multinationales comme Pepsico (qui détient Looza et Tropicana) ou Coca-Cola (qui détient Minute Maid).

Le prix du jus d'orange concentré surgelé (le Frozen Concentrated Orange Juice ou FCOJ) est fixé sur le marché à terme de New York. Particulièrement volatil en raison de sa taille modeste, ce marché est également tributaire des conditions climatiques. Ainsi, lorsqu'il gèle en Floride, le prix du jus concentré augmente.

Si les multinationales peuvent répercuter ces variations de prix sur les consommateurs, les petits producteurs les subissent de plein fouet. Et faute de pouvoir concurrencer les coûts compressés des géants de l'agro-industrie, beaucoup d'entre eux abandonnent leurs vergers pour migrer vers les zones urbaines.



LE SURSAUT DES PETITS PRODUCTEURS

Face à cette réalité, 28 petits producteurs d'orange décident, en 1993, de se regrouper au sein de la coopérative Coopealnor. Leur ambition : renforcer leur position dans les négociations commerciales, faciliter l'accès de leurs membres à la terre et accompagner les nouveaux fermiers qui ont reçu un lopin de terre de l'Etat.

Aujourd'hui, Coopealnor regroupe 64 groupes de producteurs issus de 5 villages. L'organisation qui travaille de manière démocratique (assemblée générale, conseil d'administration), emploie environ 850 paysans principalement dans la culture d'oranges.

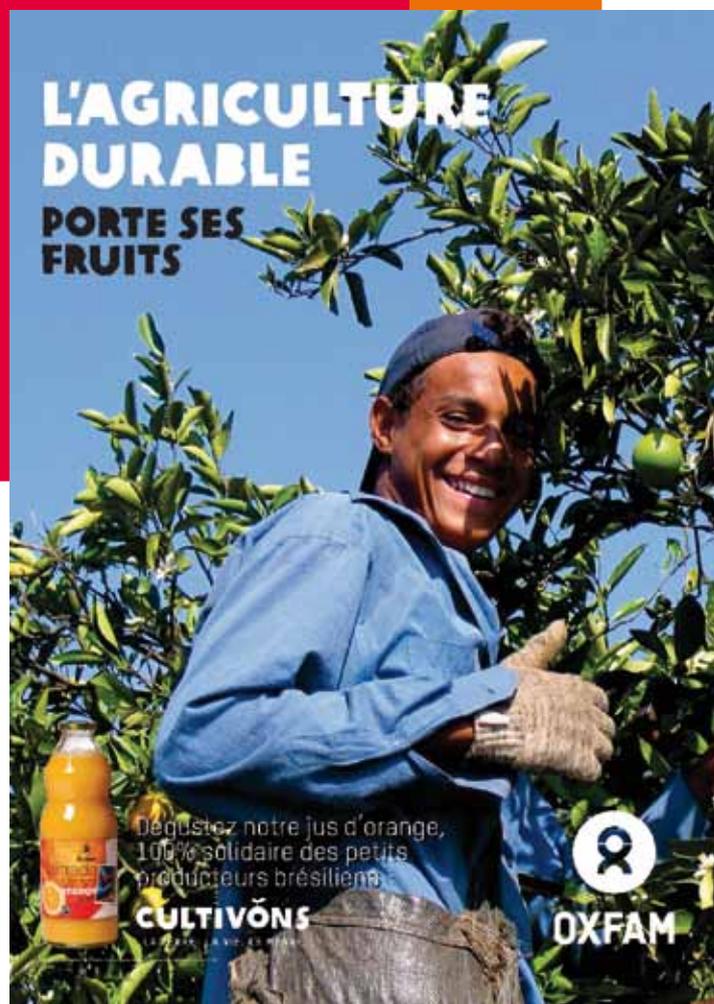
Le siège de Coopealnor se trouve à Rio Real, une petite ville de l'Etat de Bahia. Dans cette région très pauvre du Brésil, la plupart des producteurs éprouvent de grandes difficultés à maintenir la viabilité de leur petite entreprise familiale. En cause : un manque de capitaux et des exploitations trop peu productives qui occasionnent des baisses de revenus.

LE COMMERCE ÉQUITABLE COMME LEVIER

Grâce au prix avantageux du commerce équitable, la vie des paysans membres de Coopealnor a changé. Plutôt que de migrer vers les grandes villes et leur cortège de misères, ils demeurent sur leurs terres pour y cultiver des oranges, mais aussi des noix de coco, du manioc, des haricots, et du maïs.

Pour les adultes, l'organisation poursuit également d'autres objectifs : proposer des formations, stimuler la participation à la politique au niveau local, promouvoir la production biologique, favoriser l'égalité hommes-femmes dans le Litoral Norte,... Grâce à cette hausse de revenus, les enfants peuvent également bénéficier d'une scolarisation régulière.

Les groupes de petits producteurs investissent une partie de leurs revenus au service de la communauté (électricité, adduction d'eau) mais aussi dans des outils qui vont permettre de varier les débouchés. C'est ainsi que Coopealnor s'est dotée d'une ligne de transformation pour jus pasteurisés pour le marché local. Grâce à une loi brésilienne qui oblige les collectivités à acheter leurs denrées alimentaires aux petits producteurs brésiliens (au moins 30%), les coopérateurs fournissent du jus de fruits aux écoles et aux hôpitaux de la région. Coopealnor distribue également ses produits via un réseau de magasins à Bahia et ses fruits frais sur le marché local.



UN LABEUR DUR MAIS RENTABLE

Nelson Borges est un des petits fermiers de Coopealnor qui a reçu le label bio. Il travaille seul sur son terrain.

«L'agriculture biologique demande beaucoup de main-d'oeuvre mais je dépense moins en engrais. La terre est saine et favorise la bonne santé de mes arbres.»

Nelson est enthousiaste concernant le bio. *«Je reçois un meilleur prix pour les oranges avec le label bio. Actuellement je suis le seul fermier bio ici à Pindoba mais j'espère qu'avec de meilleurs prix pour le bio, plus de gens feront le pas.»* Nelson est membre du groupe local de Pindoba depuis sa création en 1999.

UN EXEMPLE POUR LES AUTRES

Il y a dix ans, Nelson ne savait ni lire ni écrire. *«Je n'ai été à l'école que jusqu'à la quatrième année primaire. Mais c'était il y a 30 ans. J'apprends tout sans diplôme et sans stages.»* Nelson a suivi des cours d'alphabétisation. Il a maintenant son diplôme d'école primaire et est candidat à la direction de la coopérative. Un parcours qui redonne de l'espoir à d'autres producteurs, et qui confirme le slogan "small is beautiful" !

POUR EN SAVOIR PLUS SUR COOPEALNOR,

LIRE LES ANALYSES SUIVANTES SUR www.omdm.be :

- "Les défis du commerce équitable Sud-Sud",
- "La petite agriculture familiale, une des réponses aux enjeux de l'agriculture mondiale",
- "Coopealnor, un jus qui porte ses fruits".

POUR EN PARLER EN CLASSE:

- Le dessin animé "Lisa et le jus d'orange" <http://www.oxfamagasinsdumonde.be/2010/12/lisa-et-le-jus-doranges/>
- La pièce de théâtre "Qui a volé l'orange ?" est directement inspirée de l'expérience de Coopealnor. Destinée à un public scolaire ou adulte, elle propose aux spectateurs de remplacer les personnages afin d'améliorer la situation.

Infos : Cie Le Rire de la Lune, annick.honorez@skynet.be

1 La livre de jus d'orange congelé a connu une hausse vertigineuse en janvier 2012. Voir Le Soir du 12/01/2012, page 21.

2 Voir le reportage « Le voyage du jus d'orange » diffusé sur Arte, <http://tinyurl.com/88w7cfg>

3 Le transport et la distribution du jus d'orange émettent 22% de CO₂, l'emballage 15% et son recyclage 3%. La fabrication des engrais est responsable de 60% des émissions, dans le cas du jus composé d'oranges issues de l'agriculture conventionnelle!



C'EST
POSSIBLE

FINIS TA POUBELLE

ON LES APPELLE LES "DÉCHÉTARIENS". ILS RÉCUPÈRENT DANS LES POUBELLES DES SUPERMARCHÉS DES ALIMENTS PÉRIMÉS MAIS CONSOMMABLES. UNE DÉMARCHE ENTRE NÉCESSITÉ ÉCONOMIQUE ET MILITANCE POUR UNE SOCIÉTÉ LIBÉRÉE DU GASPILLAGE.

Olivier Bailly

Il est 18 heures 45. Plus que temps de se mettre en route. Le temps de saisir une charette à manche, des planches bricolées sur deux roues de vélo, et Kim et Jan partent à travers la ville. Ils squattent un immeuble avec d'autres et tous profitent de la récup' de produits alimentaires périmés. Il faut dix minutes pour rejoindre le premier petit supermarché. Un de ces 'express', 'proxy', 'city' qui s'installent en ville tout en poussant les autres commerces sur le côté.

UN ACCORD GÉRANT-SQUATTEURS

Le gérant termine d'identifier les aliments déclassés. "Vous pouvez repasser dans 20 minutes?" Kim et Jan filent au deuxième magasin avec lequel leur squat a un accord. Squatteurs et gérants ont signé une convention dans laquelle le magasin se décharge de sa responsabilité dans la chaîne alimentaire. C'était il y a des années et plus personne ne semble s'en souvenir. Pourtant, elle est essentielle. A partir du moment où les squatteurs emportent les victuailles, le supermarché n'est plus responsable de l'aliment et des conséquences de son ingurgitation. Si les déchets alimentaires sont abondants, ils auraient également fait circuler quelques gastros dans le squat. Il reste cependant difficile d'identifier si les germes provenaient de la nourriture. Le reste du deal est simple : les habitants du squat passent tous les jours reprendre les invendus périmés. Ils reprennent tout. En échange, le gérant leur 'réserve' la fourquaison. C'est qu'à proximité de la gare, la concurrence peut être rude. Des nécessiteux se revendiquent du squat et emportent parfois le butin.

TOUT DOIT PARTIR

Pas d'autres demandeurs aujourd'hui, mais Tanju (nom d'emprunt), le jeune assitant gérant du second magasin, est à la bourre. Il faudra repasser dans une demi-heure. Retour au premier magasin pour Kim et Jan. L'encodage des pertes vient de se terminer. Le duo hisse deux sacs poubelles sur la charette. "Il reste encore la boulangerie à prendre" prévient le gérant. Des croissants, nature ou aux amandes, des pains au chocolat, des miches, des baguettes. Comme lors des soldes, tout doit partir.

Pour bon nombre des personnes du squat qui mangent ces restes périmés, cette récup' quotidienne est avant tout un choix économique. «Mais pas uniquement, précise Jan. Tu choisis de vivre avec moins d'argent, tu choisis de sortir du système. A quel point ? On mange des poubelles, donc on vit du système» reconnaît le garçon, «mais on ne participe pas à la mécanique de surconsommation qui s'emballe» précise Kim. «Et on change notre perception des déchets» ajoute enfin Jan. «La poubelle était pour moi synonyme de saleté auparavant alors que maintenant, j'y perçois une richesse.»

800 EUROS PAR JOUR !

Au second magasin, deux autres sacs complètent la récolte. Tanju a terminé le 'frais' qu'il trie tous les jours. Il ne peut pas en faire autant pour le 'sec' par manque de temps. Quand c'est Julien qui vient chercher les invendus avec son chien, Tanju jette un coup d'oeil dans les conserves pour animaux. L'employé du supermarché n'a pour autant pas l'âme d'une Mère Térèse. «Pour moi le travail est le même. Je dois quand même trier tous les jours. Au lieu de jeter, je donne. C'est tout.» Mais il ne donne pas tout : «là, j'ai 26 bouteilles de Pina Colada mais je ne refille pas d'alcool. Je ne donne pas le chocolat non plus parce que la société les reprend et me rembourse une partie de l'investissement».

Tanju travaille dans ce mini supermarché depuis quatre mois. Aujourd'hui, il cède à Kim et Jan de la nourriture pour une valeur de vente de 129,49 euros. C'est moins que les jours précédents, oscillant entre 199 et 403 euros. «Et encore, avant que je n'arrive, les rotations étaient moins bonnes et les chiffres des pertes dépassaient parfois les 800 euros». Des pertes tout profit pour les déchetariens.

L'EUROPE INQUIÈTE

Au squat, personne n'a vraiment entendu parler de cette dénomination derrière laquelle une faune d'individus ont pour (seul ?) point commun de récupérer les déchets des magasins d'alimentation. Ce mouvement parti des Amériques questionne consciemment ou non notre mode de consommation et le gaspillage que génère notre modèle de société. Et il y a de quoi ! 89 millions de tonnes de denrées alimentaires sont jetées en Europe chaque année. Européens et Nord-Américains gaspillent entre 95 et 115 kg de denrées alimentaires par an et par personne (contre 6 à 11 kg pour les habitants de l'Afrique subsaharienne). De 1974 à aujourd'hui, le gaspillage de nourriture dans le monde a augmenté de 50 %. Ce phénomène inquiète le parlement européen qui a voté, début 2012, une résolution intitulée **"Éviter le gaspillage des denrées alimentaires: stratégies pour une chaîne alimentaire plus efficace dans l'Union européenne"**.

PRENDRE DANS UNE POUCELLE, EST-CE VOLER ?

Le 22 mars 2010, le quinquagénaire Steven De Geynst plonge dans un conteneur d'un GB et en ressort fièrement deux paquets de muffins périmés. La pêche est bonne. Pris en flagrant délit (?) par le personnel du supermarché, Steven De Geynst se débat. Pour lui, il a le droit de prendre cette nourriture parce qu'elle est jetée, parce qu'il a faim, parce qu'il la redistribue aux SDF du coin. Et parce qu'il lutte contre la surconsommation. Son procès fait grand bruit. Il plante la société devant ses propres contradictions : des aliments doivent être jetés sinon plus personne n'en achèterait... Du côté de Comeos (porte-parole du commerce et des services en Belgique), la re-mise en circulation de la nourriture récupérée mettrait en danger la santé d'autres personnes. Pour Comeos, tout produit périmé menace la sécurité alimentaire et doit donc être détruit.

Le tribunal correctionnel de Termonde condamne Steven De Geynst (rebaptisé 'Muffin Man' par ses aficionados) à six mois de prison avec sursis pour "vol avec violence". En février 2012, la cour d'Appel de Gand revoit le jugement, non pas en se basant sur la valeur des déchets mais parce que Steven avait auparavant reçu l'autorisation de puiser les déchets, autorisation qui lui aurait été retirée parce qu'il distribuait le fruit de ses explorations. Le tribunal estime alors que le contexte est trop flou même si selon la Cour, il s'agirait bien de vol. Libre mais voleur donc. Comeos ou déchetariens, personne du coup ne digère vraiment ce jugement.



BAD FOOD FOR GREAT PEOPLE

Loin du quartier européen mais déjà de retour au squat, Jan et Kim dervent le fruit de leurs pérégrinations sur la grande table de la salle commune. Chaque jour, une trentaine de personnes se nourrit des invendus des deux petits supermarchés. Les repas se font en fonction des denrées collectées évidemment. Pour l'instant, il y a beaucoup de pâtes à tartes. Parfois, des conserves abimées sont données et pendant les fêtes, saumon et petits plats fins sont au menu. Certains comme Alice ne mangent plus qu'avec cette source alimentaire. Kim se fait de temps en temps plaisir en achetant une gourmandise. Quant à Jan qui est 'vegan' (aucun aliment issu du monde animal), il se contente de salades et va chercher de temps à autre dans un magasin bio des algues ou des steaks au seitan.

Ce soir, la récolte annonce beaucoup de pain donc, mais aussi des salades préemballées, de la salade surimi, des plats préparés (qui veut un spag carbonara à réchauffer ?), des yahourts plein de couleurs, des pâtés Herta frappés du sticker fuschia "-30%", tentative désespérée de vente in extremis, un plat présomptueux se revendique "salade du chef" et est flanqué d'un slogan "great food for great people". "C'est de la junk food, explique Jan qui ne trouvera son bonheur que dans un V8 tomate. C'est une des limites de la démarche". Etre un élément de la chaîne mais sans l'incitation à produire toujours plus. Ce qui n'est pas un détail à jeter.



GUATEMALA - BELGIQUE



de gauche à droite :
Ana Vassallo, journaliste, Mario Raul García Morales, conseiller juridique de la CONIC, Dolores Sales Sales, membre du comité de direction de la CONIC, et Thomas Dawance, militant du droit du logement à Bruxelles.



Quand les **DROITS SOCIAUX** se heurtent à la **PROPRIÉTÉ PRIVÉE**

> PRÉSENTATION

Thomas Dawance a été président de l'ASBL Woningen 123 Logements à l'origine des principaux squats de Bruxelles ces dernières années. Depuis deux ans, il travaille au Cabinet du Secrétaire d'Etat au Logement. Actuellement, il développe le Community Land Trust, un modèle solidaire, d'accès à la propriété de son logement qui prévoit une répartition du pouvoir entre propriétaires occupants, autorités publiques et associations de base.

Mario Raul García Morales, avocat, est membre du service juridique de CONIC et professeur à l'Université rurale du Guatemala.

Dolores Sales Sales est une leader Maya de l'ethnie Mam. Elle fait partie du Comité de direction de CONIC. Cette association lutte pour l'accès à la terre des peuples mayas, déposés de leurs terres depuis des siècles.

LES RÉALITÉS BELGE ET GUATÉMALTÈQUE S'INSCRIVENT DANS DES CONTEXTES DIFFÉRENTS, AVEC D'UN CÔTÉ UN PAYS INDUSTRIALISÉ ET FORTEMENT URBANISÉ ET, DE L'AUTRE, UN PAYS AGRO-EXPORTATEUR DONT LA CARACTÉRISTIQUE MAJEURE EST LA HAUTE CONCENTRATION DE LA TERRE DANS LES MAINS DE 5% DE LA POPULATION.

MALGRÉ CES DIFFÉRENCES, LES MOUVEMENTS SOCIAUX DES DEUX PAYS PRÉSENTENT DES SIMILITUDES DANS LA FAÇON DE REVENDIQUER LEURS DROITS.

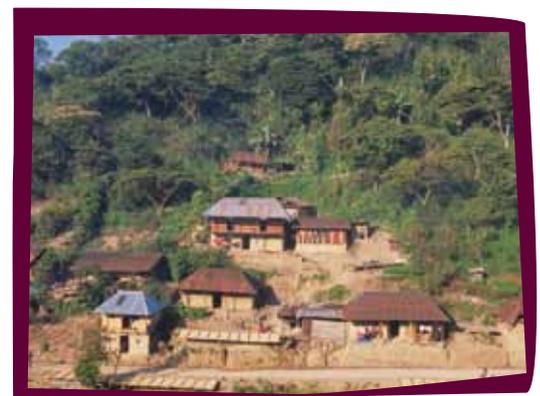
Propos recueillis par Ana Vassallo

Pourriez-vous nous raconter une expérience concrète d'occupation (la plus emblématique) ?

Mario : En 1998, deux cents familles de la communauté de Xetalbiljoj ont occupé une propriété rurale abandonnée. Deux ans plus tard, 1500 militaires et policiers les ont expulsé manu militari.

Loin de s'avouer vaincues, ces familles ont ensuite occupé, durant plus de sept ans, une autre propriété abandonnée. Installées sur ces terres, elles ont cultivé du maïs et des haricots, pour subsister. Mais sans pour autant construire de bâtiments en dur tant la crainte d'une nouvelle expulsion était présente. Ce qui arriva d'ailleurs en 2007. Un an plus tard, les familles occupaient à nouveau une autre propriété pour s'en faire expulser l'année suivante.

Thomas : A Bruxelles, des groupes squat avaient investi deux maisons de maître (propriété de l'État), situées à proximité du siège des institutions européennes. Durant l'été 2000, après plusieurs années d'occupation, tous les occupants en furent expulsés. En mars 2007, l'ancien cloître jésuite de Jésus, rebaptisé "La comète",



a également été squatté. Expulsés deux mois plus tard, les occupants ont alors investi un immeuble de la Région wallonne, au "123" rue Royale. Après négociation, ils sont toujours dans cet immeuble à l'heure actuelle.

Qu'est-ce qui motive les gens à franchir le pas vers l'occupation ?

Mario : Historiquement, les communautés indigènes sont exclues, marginalisées et vivent dans l'extrême pauvreté. La motivation

première est de survivre grâce aux aliments que procure la terre. La seconde est liée à la cosmovision des peuples mayas qui ne peuvent concevoir la vie sans une terre, comme source de vie matérielle et spirituelle.

Thomas : à Bruxelles, la situation économique a empiré : le nombre des «sans-logis» et des immigrés sans logement a augmenté. Face à cette pauvreté qui s'étend, le squat constitue une des principales réponses des personnes pauvres aux discriminations des marchés immobiliers, en l'absence de politiques d'habitat conséquentes.

Comment se sont organisées ces occupations ?

Thomas : Le mouvement squat organise l'occupation illégale des immeubles vides afin que les gens puissent bénéficier d'une vie digne et pleine de sens. En premier lieu, nous nous attachons à organiser la vie des gens en communauté. Cette étape est essentielle car nous venons de familles différentes, d'âges différents, de nationalités différentes. Et dans une société individualiste, le groupe est plus fort.

Mario : depuis des années, CONIC conscientise les familles paysannes sur leurs droits et sur la lutte pour les faire respecter. L'occupation s'organise aussi sur des terres vides. À la différence de ce que raconte Thomas, nos luttes sociales sont communautaires parce qu'elles font partie de notre système de vie. Nous sommes également d'accord que le fait d'unifier et d'organiser nous donne la capacité d'influencer la société et l'État.

A quel moment l'occupation peut-elle être "acceptée" ou "tolérée" ?

Thomas : l'occupation se maintient jusqu'au moment où le propriétaire veut récupérer son bâtiment. Le mouvement squat peut seulement prétendre négocier la "tolérance" une paire d'années maximum. Jamais – à cause notamment de la pression immobilière – le système de droit ne va permettre de transformer l'occupation en quelque chose de "légal" à long terme.

Mario : À cause des montages juridiques, il y a des situations qui se prolongent ou qui évoluent rapidement. Je suis d'accord avec Thomas pour reconnaître qu'il est difficile de contrevenir aux règles du droit quand l'État est fort et bien défini, comme c'est le cas en Belgique. Au Guatemala, l'État est faible. Toutefois, nous tentons de mettre en place un pacte politique entre les forces sociales et l'État.

Comment peut-on comprendre l'occupation de logements/terres dans un cadre légal ? La Constitution de la Belgique reconnaît le droit des Belges à "un logement décent" et la Constitution du Guatemala, dans ses articles 66 et 67, reconnaissent également le droit de propriété des communautés indigènes. Est-ce qu'il y a une transgression de ce principe ?

Dolores : dans la pratique, ce droit ne s'applique pas en faveur des peuples indigènes. La propriété privée au Guatemala est sacrée, et on a perdu la vision de sa fonction sociale. L'article 68 évoque une législation qui garantit l'accès à la terre et au développement des peuples indigènes. Jusqu'à présent cependant, rien n'a encore été fait. Nos gouvernants ne sont pas intéressés par ces questions. Ils sont cooptés par les secteurs les plus puissants du pays.

Thomas : En Belgique, il existe le "droit de réquisition". Toutefois, il n'a pratiquement jamais été appliqué. Le lobby des propriétaires a introduit une nuance. Il n'est applicable que dans les communes où on ne trouve aucun bâtiment public vide. Or, les communes sans bâtiment public vide sont très rares. Et la situation ne s'améliore pas.

L'occupation de logement/terres a-t-elle dynamisé le débat de société ? Y a-t-il eu une prise de conscience de la problématique ?

Mario : Absolument. L'occupation a rendu le problème visible. Les médias en ont parlé, le débat a aussi été mené avec les institutions de l'État. Les gens se sont mobilisés pour fournir des aliments, des couvertures, les femmes ont été en première ligne, des réseaux nationaux et internationaux se sont aussi mobilisés. Nous sommes arrivés à intégrer le thème dans le débat national.

Thomas : Je pense qu'au cours des dix dernières années, il y a une reconnexion entre le mouvement squat et les réseaux associatifs. Ces réseaux sont motivés par la réalité des populations les plus démunies qui se heurtent à un mur en terme de logement. Le mouvement a également développé de bonnes stratégies pour impliquer les médias et informer le public.



Des habitants de Sotzil parlent avec une responsable de CONIC. Sotzil est l'une des communautés où CONIC s'efforce de récupérer les terres pour les paysans au moyen de négociations avec le gouvernement et les propriétaires fonciers.

Les autorités politiques peuvent-elles devenir des alliés ?

Thomas : la dernière occupation que nous avons organisée concernait un bâtiment propriété de la Région wallonne. Nous avons procédé à cette occupation dix jours avant les élections. Les autorités nous ont alors autorisé à rester et nous ont accordé des facilités au niveau du prix du logement, du chauffage, de l'assurance... Un changement radical, mais tout aussi exceptionnel. Dans ce cas, la frontière de ce qui est légal ou illégal s'efface. Le blocage se situe plutôt à un niveau juridique – centré sur la protection de la propriété privée – parce qu'au niveau politique on peut toujours faire entendre nos revendications.

Mario : L'exemple de Thomas montrent que l'occupation a été menée à un moment politique favorable. Les occupants ont pu négocier avec des personnes précises. Je pense aussi qu'il faut chercher des alliés dans le monde politique pour établir un précédent. Et former notre base sociale pour choisir les bonnes personnes.

À votre avis le mouvement "des indignés" est-il la manifestation d'un problème similaire ou bien d'autres problèmes engendrant les mêmes réactions ?

Mario : je pense que le mouvement est l'expression du refus des gens d'accepter la situation actuelle. Il y a beaucoup de similitudes avec l'action du CONIC. Saâd Kettani de la CONIC mobilise les paysans et les indigènes, elle bloque les routes et la circulation de marchandises pour faire pression sur le gouvernement. Le mouvement des "indignés" répond au même besoin d'être entendu, d'être pris en compte comme des "acteurs politiques". Les gens ont besoin que l'État réponde aux véritables intérêts des citoyens et non pas à ceux des transnationales, des banques, des spéculateurs... Je crois que le mouvement des indignés a une légitimité et nous sommes heureux de voir que finalement la jeunesse d'Europe a pris conscience qu'il existe une autre réalité que nous pouvons construire ensemble.

TINTSABA, AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL AU SWAZILAND

Valérie Vandervecken

TINTSABA EST UNE ENTREPRISE PAS COMME LES AUTRES. IMPLANTÉE AU SWAZILAND DEPUIS 1985, ELLE EST GÉRÉE PAR ET POUR DES FEMMES. COUP DE PROJECTEUR SUR CE NOUVEAU PARTENAIRE D'OXFAM-MAGASINS DU MONDE.

Implantée dans l'un des pays les plus pauvres du continent africain, Tintsaba se distingue par son approche globale des problèmes qui entachent la société. Fondée en 1985, elle s'est fortement développée depuis sa création, malgré un contexte socio-économique particulièrement difficile.

UN PAYS EN SOUFFRANCE

Voisin de l'Afrique du Sud et du Mozambique, le Swaziland connaît une grave crise économique dont les conséquences sociales sont dramatiques. Plus de 75% de la population dépend d'une agriculture de subsistance pratiquée sur des terres peu productives. Le taux de chômage avoisine les 35% et plus de deux tiers de la population vit avec deux dollars ou moins par jour. Le pays connaît le taux de prévalence VIH-Sida le plus élevé au monde (environ 25%). Un tiers des enfants sont orphelins du sida et l'espérance de vie moyenne est de 32 ans.

UNE ENTREPRISE EN PLEIN ESSOR

Au départ, Tintsaba n'employait que 12 artisanes et gérait une boutique de vente au détail. Aujourd'hui, l'entreprise commercialise les produits de plus de 900 femmes sur le marché local, dans 4 boutiques, ainsi qu'à l'exportation.

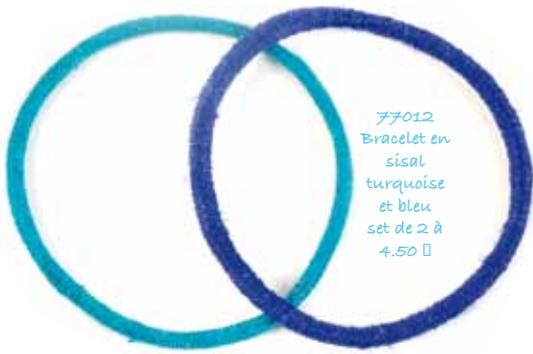
Pour améliorer le revenu de ces femmes marginalisées, Tintsaba a développé une approche basée à la fois sur l'entreprenariat et les programmes sociaux, avec un accent mis sur la formation et le développement personnel. Une approche innovatrice récompensée en 2011 par le Be fair Award « for her » de la CTB (Coopération Technique Belge).

RETROUVER LA CONFIANCE EN SOI

Grâce à des formations techniques, les artisanes peuvent passer du statut d'artisane « novice » à celui de Maître tisserande et accéder à des revenus plus stables et plus élevés. Leur rémunération correspond au minimum à 50% du prix de gros. Au-delà de l'aspect financier, le travail permet à ces femmes de retrouver une véritable confiance en elles.

77020
Pendentif en
sisal et argent
3 points
turquoise à
14.50 €





77012
Bracelet en
sisal
turquoise
et bleu
set de 2 à
4.50 €

UNE ENTREPRISE À FINALITÉ SOCIALE

Tintsaba réinvestit ses bénéfices dans l'amélioration de l'activité commerciale à travers l'installation d'un système informatique, le développement de nouveaux produits,...

L'entreprise participe aussi financièrement au développement de programmes sociaux tels qu'une clinique mobile homéopathique, une assurance santé, un programme d'épargne et de crédit, des tests des yeux, un programme de prévention du sida, des projets d'accès à l'eau et un programme d'alphabétisation.

TRAVAIL EN RÉSEAU

Tintsaba a choisi de travailler au sein des réseaux de commerce équitable au niveau national, régional et mondial. A ce titre, l'entreprise sociale est l'une des portes paroles de SWIFT, le réseau de commerce équitable au Swaziland. Sa mission consiste entre autres à sensibiliser le gouvernement et la fédération des employeurs à une meilleure prise en compte des principes du commerce équitable. Une démarche qui vise également les artisanes et les clients, qui ne possèdent qu'une notion assez vague du commerce équitable.



77021
Boucles
d'oreilles en
sisal boule
turquoise à
5.50 €



77015
Collier en
sisal pastilles
et anneau
turquoise à
16.50 €

DANS LE RESPECT DE LA TERRE

Tintsaba a développé des techniques de production respectueuses de l'environnement. Elle utilise principalement le sisal, une plante envahissante dont l'utilisation ne menace pas la biodiversité. Les teintures sont certifiées AZO-free et nécessitent très peu d'eau. Le développement d'une gamme de teintures organiques est en cours. Tintsaba mène aussi des programmes environnementaux tels que la plantation d'arbres, la formation du staff à la gestion des déchets,...

Le bureau de Tintsaba est situé dans une réserve naturelle et le personnel est formé pour ne générer qu'un impact minimal sur l'environnement.



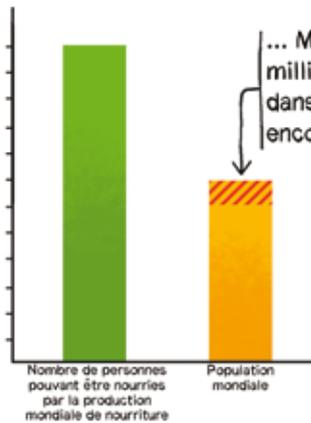


LE MONDE PRODUIT ASSEZ DE NOURRITURE.

SUFFIRAIT-IL DE MIEUX LA REDISTRIBUER POUR ÉRADICHER FAMINE ET SOUS-ALIMENTATION ?

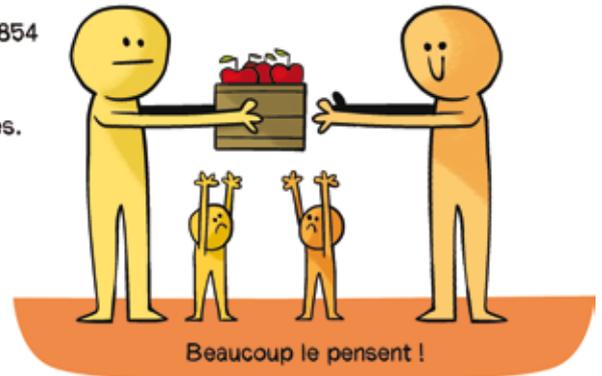
ZOOM

En 2006, Jean Ziegler a dénoncé le fait que l'agriculture pouvait potentiellement nourrir 12 milliards d'êtres humains...



Les partisans de la sécurité alimentaire pensent que la nourriture doit parvenir coûte que coûte aux populations sous-alimentées.

Une simple question de répartition ?



Et ce, malgré les conséquences sociales, environnementales, économiques et autres.*



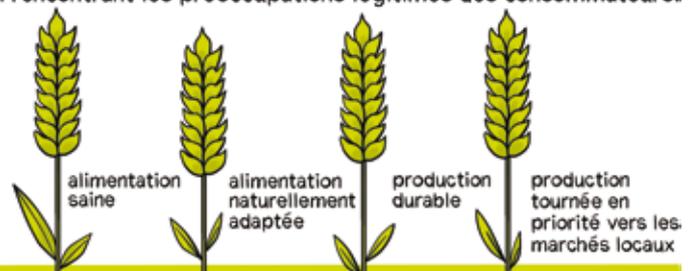
Pourtant, les 3/4 des personnes sous-alimentées sont des paysans, donc des producteurs de nourriture.



C'est pourquoi les partisans de la souveraineté alimentaire considèrent que c'est à chaque pays de déterminer sa politique agricole et alimentaires sans porter atteinte à d'autres.



... Tout en rencontrant les préoccupations légitimes des consommateurs.



Pour en savoir plus sur les questions de souveraineté alimentaire, l'étude de Corentin Dayez, « Agir ici pour la souveraineté alimentaire », est à votre disposition sur www.omdm.be

* Pour plus de détails, voir www.pfsa.be

MOI JE VEUX BIEN MAIS NON

la rubrique irresponsable d'Olivier Bailly

«Si ce n'est pas moi, ce sera de toute façon quelqu'un d'autre».

AAAAAAAAAAAAAAAAAh je peux plus l'entendre cette phrase ! L'absolution absolue, l'argument massue des lâches qui se permettent tout sous prétexte qu'un type derrière eux piaffe d'impatience pour faire la connerie qu'ils ne sont pas capable d'assumer !

«Si c'est pas moi qui prend l'avion pour Milan, l'avion partira quand même»,

«Si c'est pas moi qui me fringue made in dirty China, un autre le fera»,

«Si je ne mange pas ces pommes d'Israël, quelqu'un d'autre les mangera».

D'abord, l'argument est débile. Ce n'est pas parce que quelqu'un posera un acte après vous qu'il faut le précéder sans jugement moral. Si le type derrière moi s'apprête à assommer le conducteur de tram parce qu'il n'avance pas assez vite. Pourquoi ne lui donnerais-je pas le premier coup ? Pourtant, si ce n'est pas moi, ce sera quand même l'énergumène qui me talonne. Donc on est d'accord. C'est débile.

Ensuite, on peut poser le même raisonnement dans une spirale de comportement vertueux : Plus de gens mangeront de pommes locales, plus de pommes locales seront proposées, moins de personnes feront de citytrip, moins ce type de mini-vacances sera proposé. Et si on porte tous des vêtements made in dignity, alors plus d'exploitation ! C'est naïf ? Autant la naïveté que le cynisme. Et tout bien réfléchi, je ne suis même pas sûr que ce soit naïf.

Parce que chacun de nos gestes oriente d'autres comportements, qui eux-mêmes engendrent d'autres actions. C'est négligeable ? Nous sommes poussière ? Peut-être. Mais quoi qu'on fasse, on n'a pas le choix. L'homme est plus que jamais un animal social, en interconnexion avec les siens et la nature. Nos actes auront toujours des répercussions sur notre entourage. Tant que tu n'es pas sur Mars ou Pluton, tu es avec nous. Térence, un poète latin, aurait dit «*Homo sum ; humani nihil a me alienum puto*». C'est encore mieux en français: «*Je suis un homme et rien de ce qui est humain, je crois, ne m'est étranger*»*. Tout ce qui relève de l'Humanité me concerne. Et tout ce que je pose comme acte a un impact. Quand j'étais petit, je croyais que je pouvais changer le monde. Aujourd'hui, je sais que je le fais. Tous les jours. Et vous aussi.

*Au sujet de Térence et de sa phrase, voir la BD ci-contre.



